

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La Parti socialiste est-il socialiste ? Est-il "de droite" ?

- Histoire et théorie -

Date de mise en ligne : samedi 18 avril 2009

Démocratie & Socialisme

Raoul-Marc Jennar est un chercheur belge vivant en France qui, après 68, appartenait au mouvement régionaliste de gauche et qui a été durant de longues années permanent du réseau international d'ONGs de développement et de commerce équitable Oxfam. À ce titre, il a participé aux différentes sessions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il a fait une analyse décapante et décisive, notamment de la « libéralisation » des services publics organisée par l'Accord général sur le commerce des services à l'échelle mondiale mais aussi à l'échelle européenne (tel que voulait la développer le Traité constitutionnel européen de 2005 et tel que le répète le TME de Lisbonne rejeté par l'Irlande).

Il intervient ici dans le cadre du débat que nous avons ouvert dans notre numéro de février « Le Parti Socialiste est-il socialiste ? Est-il « de droite » ? ».

À propos de la crise mondiale, D&S titrait un communiqué : « Mais qui sont les responsables ? C'est le monde de Sarkozy qui est en cause ! » Raoul-Marc Jennar, auteur de plusieurs ouvrages, dont un judicieux « Europe, la trahison des élites », répondait à Gérard Filoche :

« C'est un peu court, cher Gérard : Qui a fait voter la loi de déréglementation financière ? Le gouvernement Fabius.

Qui a conçu et proposé l'Acte unique européen (sans lequel la directive Bolkestein était impossible) et le traité de Maastricht (qui interdit aux pouvoirs publics d'emprunter auprès de banques publiques ; qui programme la libéralisation notamment des services financiers, etc) ? Jacques Delors, soutenu par 13 gouvernements sociaux-démocrates sur quinze.

Qui a soutenu la stratégie de Lisbonne et les décisions de Barcelone sans lesquelles la privatisation de certains services publics n'aurait pas pu être décidée par la droite ? Le gouvernement Jospin.

Qui a pris les décisions en France concernant certains produits financiers aujourd'hui remis en cause ? Le gouvernement Jospin.

Qui a soutenu le TCE et qui soutient aujourd'hui son copié-collé le traité de Lisbonne où est prohibée toute restriction aux mouvements des capitaux ? Le PS.

Qui soutient, au Parlement européen, une Commission européenne gardienne dogmatique de la dictature des marchés ? Le Groupe socialiste.

Qui soutient, au Parlement européen, la création d'un marché commun transatlantique avec ce que cela signifie de dérégulations et d'adaptation aux règles américaines chez nous ? Le Groupe socialiste.

Qui donc pilotent les deux institutions internationales les plus nuisibles pour les peuples, l'OMC et le FMI ? Deux membres éminents du PS.

Ce que tu appelles "le monde de Sarkozy", cher Gérard, c'est aussi celui de Pascal Lamy et de Dominique Strauss-Kahn. C'est aussi celui de celles et ceux au PS qui portent la responsabilité d'avoir soutenu toutes les

politiques néolibérales dont nous souffrons depuis 1983. Et qui, avant de gauchir leurs discours depuis quelques jours, proclamaient haut et fort leur adhésion à la "modernité" du libéralisme économique et de l'économie de marché il y a quelques semaines.

Le PS ne redeviendra pas vierge aux yeux des millions de femmes et d'hommes, qu'il a trompés et trahis, en mettant tous les malheurs du monde sur le seul dos de Sarkozy. Qu'il commence par battre sa coulpe. Qu'il reconnaisse publiquement ses erreurs. Il y a un devoir d'inventaire incontournable avant de passer à autre chose. Si tant est que le PS soit en mesure de redevenir socialiste.

Bien cordialement, Raoul »

Le monde de Sarkozy est-il celui de Pascal Lamy et de DSK ?

Le monde de Sarkozy est-il celui de Pascal Lamy et de Dominique Strauss-Kahn ? Telle est la question explicite posée par Raoul-Marc Jennar, à propos de ces « deux membres éminents du PS », et sa réponse est « oui ». Il en déduit que font fausse route tous ceux qui, comme les rédacteurs de D&S, sont résolument militants du Parti Socialiste et combattent honnêtement pour l'ancrer à gauche. C'est pourquoi Raoul-Marc Jennar a choisi de militer avec le NPA.

Selon RM Jennar, le Parti Socialiste n'est plus socialiste, c'est la conclusion logique à laquelle il est conduit en constatant que ses membres éminents peuvent appartenir au monde de Sarkozy. En effet, RM Jennar est quelqu'un de logique et d'éthique. Il a été licencié de son emploi parce que son activité politique déplaisait à son employeur : il a choisi sa liberté de parole. Un raisonnement rigoureux l'attache aux valeurs de gauche, il met en accord ses paroles et ses actes : il ne se taira pas. C'est un militant que nous apprécions.

Deux statuts contradictoires

Comme l'affirme RM Jennar, le monde de Sarkozy, le monde du capitalisme, est bien celui à la construction duquel participent Pascal Lamy et Dominique Strauss-Kahn, comme directeurs de l'OMC et du FMI, organismes internationaux dont ils dirigent la politique néolibérale. C'est bien le monde de leurs actes.

Mais est-ce le monde de leur coeur ? Eux seuls le savent, mais c'est du moins ce qu'ils nient en étant membres du PS : ils affirment être (encore) de gauche tout en dirigeant l'OMC et le FMI.

Étant convaincus que le PS est un parti de gauche, nous pourrions supposer qu'il leur est difficile de gérer deux statuts aussi contradictoires.

Mais rien n'est moins sûr quand on sait que l'incohérence entre les sentiments et les discours est une chose très répandue, sans que la santé mentale de ceux qui en sont affectés ne paraisse en danger : il leur suffit de mentir sur leurs sentiments ou... d'avoir perdu toute boussole ! Ou encore, plus simplement, de ne pas chercher à être cohérents.

Tels dirigeants, tels adhérents ?

Les exemples choisis par Raoul-Marc Jennar (Fabius, Delors, Jospin, Lamy, Strauss-Kahn et les groupes parlementaires socialistes) mettent en cause les principaux dirigeants socialistes. La question à laquelle répond Raoul-Marc Jennar est donc celle de la nature de la direction du PS : il ne considère plus cette direction comme socialiste. Mais, dans ce jugement sur la direction, il englobe tout le PS : « Si tant est que le PS soit en mesure de redevenir socialiste » dit-il.

Ainsi, partant de la mise en cause de deux personnalités, en raison de leurs activités internationales, Raoul-Marc Jennar en arrive à mettre en cause la direction du PS, puis tout le PS. À ses yeux, le PS se réduit à ses dirigeants, à quelques-uns de ses dirigeants. Au contraire, selon nous, le PS est constitué de ses 170 000 adhérents. Il ne fait pas de doute (ni pour nous ni, vraisemblablement, pour RM Jennar) que ces milliers d'adhérents sont socialistes, se sentent de gauche.

Pour RM Jennar, la nature d'un parti se ramène à celle de ses dirigeants. Or, la direction d'un parti révèle son orientation politique du moment, son programme et sa stratégie. C'est sur la base cette orientation qu'elle s'est fait élire. La direction n'est qu'une photographie prise au moment du congrès, elle n'en révèle pas les profondeurs. C'est pourquoi, selon nous, la nature d'un parti est définie par celle de ses adhérents.

PR

Le parti c'est ses adhérents

C'est la réalité massive de ses adhérents qui définit la nature du Parti Socialiste. C'est dans cet attachement des socialistes aux valeurs de gauche que réside le potentiel de transformation sociale du PS. Prendre en compte ce potentiel, prendre en compte les 30 % d'électeurs qui se considèrent comme électeurs socialistes, c'est vouloir lancer une dynamique de réorientation du Parti socialiste. C'est vouloir que ses dirigeants soient vraiment représentatifs de la base, qu'ils soient représentatifs du PS.

En effet, plaçons-nous d'un point de vue démocratique. Du point de vue de la démocratie, ce sont ses milliers d'adhérents qui font un parti, ce ne sont pas ses dirigeants. Sans les adhérents, les dirigeants ne seraient rien. Privés de leurs dirigeants, les adhérents en désigneraient d'autres, issus de leurs rangs. Ne regarder que les dirigeants, succomber aux préjugés élitistes, c'est ignorer les adhérents, c'est les mépriser. C'est prendre une photographie où, au premier rang, posent les dirigeants qui cachent les adhérents.

Dans tous les cas, que les dirigeants soient vraiment représentatifs des adhérents ou qu'ils disposent d'une grande autonomie à leur égard, prendre une photographie c'est figer une réalité et ne prendre en compte qu'une facette de cette réalité.

Pourquoi adhère-t-on au PS, au PCF, au NPA, aux Verts ?

Pour quelle raison les membres du PS adhèrent-ils à ce parti ? Parce qu'ils sont de gauche. C'est simple, massif, sans appel.

Pour quelle raison les membres du PCF adhèrent-ils à ce parti ? Parce qu'ils sont de gauche. C'est aussi simple et massif. Mais pourquoi n'adhèrent-ils pas, alors, au PS ? Ils auraient pu le faire. Mais ils ont côtoyé des militants du PCF et ont tissé des liens préférentiels avec eux. Ou bien ils ont fait partie de ceux qui prenaient (à tort) l'ex-URSS pour la patrie du socialisme. Ou encore ils ont été touchés par un événement qui les a conduit à préférer la position du PCF à celle affirmée par le PS.

Pour quelle raison les membres du NPA adhèrent-ils à ce parti ? Parce qu'ils sont de gauche. C'est toujours aussi simple. Mais pourquoi n'ont-ils pas adhéré au PS ou au PCF ? Ils auraient pu le faire ou l'avaient fait, mais ils lui ont préféré la LCR ou ont été séduits par la présence médiatique d'Olivier Besancenot.

Pour quelle raison les membres des Verts adhèrent-ils à ce parti ? Parce qu'ils sont de gauche. Mais pourquoi n'ont-ils pas adhéré au PS, au PCF ou au NPA ? Probablement parce qu'ils ne les trouvent pas assez écologistes.

Quand un parti se définit par son programme et non par ses adhérents...

Être de gauche est une motivation suffisante pour choisir d'adhérer au PS. Pour certains, peut s'ajouter la perspective tangible d'être élus. Mais généralement, pour choisir d'adhérer au PCF, au NPA ou aux Verts, à la motivation d'être de gauche, s'ajoute une préférence programmatique. PCF, NPA et Verts se distinguent et justifient leur existence indépendante par la référence de chacun à un programme qui se veut distinctif et qui est présenté comme une base d'adhésion.

Toutefois, il n'est pas vrai que leurs membres aient adhéré sur la base d'un programme : ils ne connaissaient pas le programme du parti qu'ils avaient choisi et ne le connaissent peut-être pas encore. Mais un élément décisif d'orientation a généralement motivé leur adhésion.

D'ailleurs, ces partis cultivent leurs particularités programmatiques et leur pluralisme est très limité : ils ont adopté le principe « le parti c'est le programme ». Selon les partisans de ce « principe », la nature d'un parti est définie par la nature de son programme : qui n'est pas en accord avec le programme devrait quitter le parti. C'est ce qui se passe en général mais ça garde un goût de sectarisme.

L'adhésion en fonction du programme du moment est lourde de scissions et de refus du pluralisme. Quelle position programmatique va être retenue comme critère de choix du bon parti ou comme frontière entre la gauche et la droite ? Il y a autant de tracés disputés que de jugements subjectifs, chacun conduisant à un cadre d'alliance différent.

Pas de démocratie sans pluralisme

En revanche, les adhérents socialistes et les électeurs socialistes justifient généralement leur choix par leur seule identité de gauche. Certains affirment néanmoins des options particulières. Elles auraient pu les conduire à choisir un autre parti, qui les a introduites dans son programme. Mais ils savent que leurs positions sont aussi défendues à l'intérieur du PS puisqu'on y retrouve le même éventail programmatique que celui qu'offrent les « partis programmatiques » de la gauche.

Membres du PS, ils se reconnaîtront peut-être dans une sensibilité participant à un courant particulier. Lors des

débats sur textes (conventions ou congrès), ils auront à se prononcer et à choisir entre différentes orientations. Mais, la décision des électeurs de gauche d'adhérer au PS ou de voter pour lui résulte de leur identité de gauche. Leurs convictions politiques, plus particulières, participeront au pluralisme du parti socialiste.

La démocratie demande le pluralisme. Elle demande de confronter les positions et d'écouter leurs arguments pour choisir celle qui est préférable. Mais comment choisir en connaissance de cause quand un seul courant, agrémenté des différentes sensibilités qui le nuancent, est porté à la connaissance des adhérents, comme dans les « partis programmatiques » de la gauche, construits autour de ce seul courant ?

La force du Parti Socialiste réside dans la possibilité offerte à tous les courants qui se réclament de la gauche, de présenter leurs positions et de faire aussi connaître les différentes nuances qui traversent chacun d'entre eux. C'est pourquoi, malgré le carriérisme qui transforme certains courants en écuries présidentielles et malgré le triomphe du néolibéralisme depuis 1983, la démocratie du PS reste vivante et les contributions qui ouvrent ses débats de congrès sont aussi riches (mais restent largement inconnues par ceux qui ne voient que l'écume des présidentiables).

La nature d'un parti c'est son potentiel

« - Oui ! Mais cette ode au pluralisme ne cache-t-elle pas une tolérance envers des positions programmatiques de droite ?

- Mais qui décide qu'une orientation est de droite et doit donc être rejetée ? Il n'y a pas de révélation divine... En bonne démocratie, ce sont les adhérents qui doivent juger. S'il est vrai que ces adhérents sont de gauche, alors les meilleurs arguments de gauche doivent emporter leur conviction !

- Ce n'est pas une garantie absolue.

- Il est vrai. Mais il n'y a pas d'arbitre pour juger en dernière instance, au dessus des adhérents. La meilleure aide dont peut bénéficier une orientation, réside dans la participation de ses défenseurs au débat.

- Mais ça peut être insuffisant pour faire barrage à un programme droitier, pour empêcher que la frontière entre la gauche et la droite ne soit effacée.

- En effet, ça n'a pas été suffisant pour faire obstacle aux mesures politiques citées par RM Jennar et prises, depuis 1983, par des gouvernements socialistes. Mais, ce qui est un moment du PS n'est pas une réorientation définitive : tout dépend de la politisation des adhérents, elle seule permettra d'ancrer le PS à gauche. Le clivage gauche-droite y est toujours pertinent, il vit dans l'identité de gauche des adhérents socialistes. Celle-ci constitue le potentiel du PS, sa capacité maintenue à retracer la frontière entre politique de gauche et politique de droite. »

Le caractère élémentaire, basique, du clivage gauche-droite

Pour comprendre les possibilités d'évolution d'un parti et pouvoir peser sur son devenir, il faut connaître sa « nature sociale ».

Il faut d'abord comprendre sur quoi repose le clivage gauche-droite. Le préjugé « idéaliste » consisterait à croire que c'est un clivage programmatique ou idéologique auquel chacun accéderait par un raisonnement logique : c'est l'erreur de RM Jennar. Le préjugé « mécaniste » consisterait à croire que c'est un clivage qui reposerait sur la composition sociologique du parti.

Le clivage gauche-droite n'est pas un clivage programmatique ou idéologique. Il ne peut pas provenir d'un jugement

politique sophistiqué qui mettrait en jeu des critères inaccessibles à la majorité des citoyens parce qu'ils demanderaient une formation, une information et une confrontation réservées à des militants avertis, ayant une connaissance de toutes les questions concrètes abordées. Il ne peut pas résulter d'un débat délicat. Il ne peut dépendre que d'un jugement élémentaire, qui permet au plus grand nombre de personnes de se situer elles-mêmes, sans même pouvoir situer les autres.

Ce n'est pas un clivage sociologique. Dans un pays où les salariés constituent plus de 90 % de la population, il est assez logique que la gauche soit politiquement majoritaire puisque la droite s'attaque frontalement à leurs intérêts. Mais, rançon de ce poids sociologique, les salariés sont majoritaires dans tous les partis, comme adhérents et comme électeurs, si la droite ne pouvait compter que sur les 2 % dont elle défend les intérêts, elle perdrait toutes les élections malgré son contrôle des médias.

C'est pourquoi il ne faut pas confondre « nature sociale » et « composition sociologique ». De même qu'il ne faut pas confondre « nature sociale » et « fonctions politiques ».

La nature sociale du parti socialiste

La nature sociale de gauche du parti socialiste est le potentiel social de gauche qu'il recèle.

C'est une propriété objective qui exprime le constat que ses membres y adhèrent parce qu'ils se sentent de gauche : leur base d'adhésion est leur identité de gauche.

Comme toute identité, c'est un sentiment éprouvé en pratique et non la conclusion d'un raisonnement, même si la raison peut y aider : il est donc individuel et subjectif. Que, pour les individus, leur identité soit subjective n'empêche pas que, pour le parti, sa nature soit objective.

Pour connaître la nature d'un parti, il faut revenir aux individus qui le composent, non pour étudier leur état objectif ou leur statut juridique, mais les valeurs qu'ils partagent et qui fondent leur identité commune et, en l'occurrence, leur combat commun. En effet ce sont eux, individus concrets, qui agissent. Leur parti, entité collective, n'est que l'instrument de leur action et son potentiel dépend des valeurs qu'ils défendent mais peut ne se révéler qu'à long terme. C'est pourquoi, par delà les variations conjoncturelles d'orientation, la compréhension de sa nature permet d'éviter de se tromper de combat.

La coexistence de fonctions politiques contradictoires

Cette nature sociale exerce un déterminisme tendanciel (et non mécaniste) sur l'orientation du parti. C'est pourquoi elle n'exclut pas la coexistence de fonctions politiques contradictoires avec ce potentiel et contradictoires entre elles.

Selon les mesures programmatiques mises en oeuvre ou les options stratégiques exécutées, une orientation politique peut faire coexister des fonctions démocratiques, donc de gauche, avec des fonctions élitistes, donc de droite (libérales, bonapartistes, nationalistes, opportunistes, sectaires, etc). Ces caractérisations politiques sont des jugements politiques subjectifs qui nécessitent chaque fois de débattre sans que le résultat majoritaire soit une garantie de cohérence avec les valeurs affichées.

À notre avis, les mesures critiquées par RM Jennar et qui furent prises par des gouvernements de gauche, relèvent du ralliement au néolibéralisme d'une majorité de dirigeants socialistes. L'inversion du calendrier qui, en 2002, conduisit de la défaite de Lionel Jospin lors de la présidentielle à la défaite de la gauche lors des législatives, était une dérive bonapartiste qui accentuait ce caractère de la Ve République. Ces mesures sont en conflit avec la nature de gauche du PS, mais ne l'invalident pas.

Parallèlement, la réduction à 35 heures de la semaine légale de travail, prise par Lionel Jospin et Martine Aubry, était une mesure démocratique historique, anti-libérale, malgré les hésitations qui ont accompagné sa mise en oeuvre.

Composition sociologique ou nature sociale ?

La nature sociale du PS résulte de l'identité de gauche de chacun de ses adhérents. Pour la majorité de ceux-ci, leur appartenance sociologique au salariat explique cette identification car il existe une communauté d'intérêts des salariés. Mais l'existence de ces intérêts individuels ne détermine pas mécaniquement la prise de conscience qu'ils sont communs, notamment parce que d'autres intérêts, divergents, peuvent cacher cette convergence. En outre, la défense de ses intérêts n'est pas le seul moteur de l'action des individus : beaucoup de non salariés sont très ancrés à gauche.

Le potentiel social d'un parti ne résulte pas directement de l'état sociologique objectif de ses adhérents, mais provient de leur identité sociale subjective. C'est par adhésion erronée à un déterminisme mécaniste que certains tentent encore de justifier la division de la gauche en valorisant une implantation parmi les ouvriers qui serait celle du PCF, alors que le PS serait représentatif des employés. C'est ignorer que cette distinction est souvent artificielle et que ces deux catégories vendent leur force de travail (sont salariées).

C'est, surtout, ignorer que ce n'est pas le salariat en soi qui constitue le potentiel social d'un parti, mais le « peuple de gauche », classe « pour soi » de ceux qui partagent cette identité de gauche. Force sociale qui peut se reconnaître dans les droits démocratiques qu'appellent les revendications des salariés et de ceux qui subissent les inégalités engendrées par le capitalisme.

La force du mouvement social qui se lève

Le principal facteur qui va permettre au potentiel social de toute la gauche de s'exprimer et de sortir des profondeurs du peuple de gauche où il semblait enterré, est l'explosion sociale qui semble s'approcher et qui, face à l'épuisement de la génération militante qui dirige la gauche, devrait faire sa place à une nouvelle génération dirigeante. Ce mouvement social promet même d'être, pour la jeunesse, un moteur de la conscience sociale aussi puissant que l'a été Mai 68, il y a plus de 40 ans.

Ce sont deux générations qui vont être poussées en avant, l'une directement sur le devant de la scène, plus ou moins bien préparée mais mise à l'essai, l'autre en cours de formation et d'accumulation d'expérience.

Il n'est pas certain que les directions actuelles de la gauche, des partis de gauche, sachent se saisir du mouvement social qui vient et sachent créer le rapport de forces nécessaire pour répondre aux conséquences de la crise mondiale et pour apporter, partout où c'est possible, les solutions démocratiques capables d'assurer la transition du capitalisme au socialisme.

Il n'y a pas de doute que certains dirigeants actuels de la gauche iront au bout de leur dérive et s'opposeront au mouvement social et au débouché politique qu'il appellera. En Mai 68 la gauche est passée à côté ou s'est positionnée en face de la grève générale et a donc perdu les élections législatives de juin 68. Il a fallu attendre 1972 et l'Union de la Gauche pour qu'elle réponde à l'attente sociale.

Stratégie d'unité de la gauche, stratégie de division de la gauche ou stratégie de collaboration avec la droite ?

Si la mobilisation sociale qui se lève face au monde de Sarkozy, explose en une grève générale, elle deviendra immédiatement une force politique. Les crises financières, économiques, alimentaires, climatiques et sociales qui secouent le monde auront alors donné naissance, en Europe, à une crise politique. Cette irruption sur le terrain politique est d'ailleurs indispensable pour pouvoir leur donner une solution démocratique.

Circonscrite à la France, éventuellement à l'Europe, elle ne résoudra pas toutes les crises mondiales mais elle pourrait montrer la voie à suivre. Lors d'une telle crise politique, la victoire, peut-être provisoire mais non négligeable, appartient au camp qui désigne le débouché politique immédiat le plus démocratique : des élections législatives anticipées. Mais pour y appeler et pouvoir les emporter, il faut être prêts. Il faut donc avoir proposé de constituer l'unité de la gauche autour d'un programme de gauche. Si elle n'est déjà faite, il faut proposer de la réaliser immédiatement avec un programme d'urgence qui réponde aux revendications sociales.

C'est pourquoi il ne faut pas se tromper sur la nature du Parti Socialiste. Sinon, on tombe dans une stratégie de division de la gauche ou de collaboration avec la droite.

La gauche a besoin de construire son unité : le plus tôt est le mieux. Ainsi on en finirait avec une division de la gauche qui dure depuis 90 ans.

Ainsi on renouerait avec 1905.

14 février 2009

Pierre Ruscassie

RENOUER AVEC 1905 ?

Réponse à Pierre Ruscassie

Je remercie D&S de m'offrir la possibilité de m'inscrire dans le débat que semble avoir initié ma réaction au courrier électronique de Gérard Filoche. Comme peu de gens me connaissent et afin d'écartier toute équivoque, je me permet de signaler que j'ai été élevé en Belgique, dans une famille où, je peux le dire ainsi, on vénérât Jean Jaurès et Emile Vandervelde. Mais, arrivé à la conscience politique et dans un contexte typiquement belge, je n'ai pas adhéré au PS car je me suis senti plus proche du leader syndical wallon André Renard, fondateur du Mouvement Populaire Wallon qui s'était donné pour objectif le fédéralisme et les réformes de structure anticapitalistes. Plus tard, j'ai été amené, pour des raisons alimentaires, à travailler avec des chrétiens de gauche qui m'ont permis de comprendre la culture

sociale-chrétienne du consensus qui préfère la collaboration des classes à la lutte des classes. Une culture que j'ai vue à l'oeuvre lorsque la 2e gauche, avec un Delors ou un Rocard, a triomphé au sein du PS français. Je suis convaincu pour ma part que la lutte des classes demeure la réalité de nos existences. Même si les formes de la lutte et la composition des classes ont changé. Depuis les temps lointains où les ouvriers égyptiens travaillant à la construction des tombeaux de la Vallée des Rois appelaient à la grève sur des morceaux de poterie afin d'obtenir de meilleures conditions de vie et de travail jusqu'à nos jours, la communauté des humains se divise entre exploités et exploités. Le Spartacus d'aujourd'hui, c'est le précaire, c'est la victime des licenciements boursiers, des restructurations, du dumping social, de la quête du profit, d'un capitalisme qui exploite à la fois les humains et la planète. Et je n'évoque même pas les peuples que nous avons colonisés et que nos entreprises continuent de piller et d'exploiter.

Dois-je avouer que j'ai été assez dérouter par l'interrogation de Pierre Ruscassie portant sur la question de savoir si le monde à la construction duquel participent Lamy et Strauss- Kahn, est « le monde de leur coeur ». Ils sont en tout cas suffisamment convaincus de ce qu'ils font et qui à mes yeux est aux antipodes de ce que doit être une politique socialiste, pour confirmer dans leurs livres et leurs articles la démarche qu'ils poursuivent. Si ce qu'ils écrivent et ce qu'ils font ne correspond pas à ce qu'ils pensent au plus intime d'eux-mêmes, cela ne relève plus de l'analyse politique, mais de la psychanalyse. Un domaine qui échappe à ma compétence.

Plus sérieuse est la question de savoir si on peut à bon droit apprécier un parti à l'aune de ce que décident et font ses dirigeants. Et vient naturellement la question : qu'est-ce qui permet de définir la nature d'un parti ? Pour ma part, un parti se définit par les valeurs que portent ses membres, par le projet politique qu'il tend à mettre en oeuvre et par les actes qu'il pose pour y parvenir. Et mon exigence personnelle porte sur l'indispensable cohérence qui doit réunir ces trois éléments.

Je ne partage pas le point de vue selon lequel le parti se définirait seulement par les valeurs auxquelles adhèrent ses membres (ce que Ruscassie appelle « l'identité sociale subjective »), ou exclusivement par un programme ou encore par les seules réalisations gouvernementales. Il faut les trois.

Il me semble qu'on ne peut pas séparer le rôle des dirigeants d'un parti de la responsabilité des militants qui les ont investis de ce rôle. Je sais qu'il y a au PS, des femmes et des hommes qui souffrent des politiques défendues par la direction de leur parti. Et qui, tout autant que moi, rêvent d'autre chose, d'une plus grande adéquation entre le dire et le faire, d'une plus grande cohérence entre le discours dans l'opposition et l'agir au gouvernement. Qui continuent à penser que la quête de l'égalité n'est pas ringarde. Et qui vivent d'espairs déçus et d'attentes toujours renouvelées d'un changement qui ne vient jamais. Je les connais et je les respecte. Mais force m'est de constater que leur fidélité à une structure défailante est plus forte que leur volonté de changement. Force m'est de constater que la démocratie interne du PS a porté à la direction de ce parti les femmes et les hommes qui ont mis en oeuvre et soutenu des choix politiques nationaux, européens et mondiaux catastrophiques pour ceux qui ne vivent que du fruit de leur travail. Il y a donc bien une responsabilité des adhérents dans les choix des dirigeants.

Il ne suffit pas de se coller l'étiquette de gauche pour être à gauche. Comment se dire de gauche et soutenir hier les guerres coloniales et aujourd'hui la politique expansionniste des gouvernements israéliens successifs ?

Comment se dire de gauche et accepter la dictature du marché comme l'ordre naturel des choses ?

Comment se dire de gauche et proposer ou soutenir des politiques qui organisent le démantèlement du droit du travail et des services publics ?

Comment se dire de gauche et procéder à des choix gouvernementaux qui transforment les humains - et le vivant

d'une manière générale - en objets soumis aux règles de la concurrence ?

Le portait que fait Pierre Ruscassie du NPA ne correspond pas à ce que nous venons de réaliser. Un principe général nous rassemble : le capitalisme n'est pas la fin de l'Histoire ; il a largement échoué à apporter le bonheur pour tous ; il faut inventer autre chose qui tienne compte à la fois des échecs de la social-démocratie et du communisme. Et à partir de ce principe général, nous explorons toutes les voies possibles et pratiquons un pluralisme qui s'est largement manifesté dans les débats qui ont eu lieu dans près de 450 comités locaux et qui se sont traduits par des milliers d'amendements. Il est faux d'affirmer que le NPA entre dans la catégorie indiquée par Ruscassie « le parti, c'est le programme ». Nous avançons même le concept de « parti processus » montrant par là que nous ne nous figeons pas dans l'analyse d'un moment et nous ne construisons pas un modèle intangible. En outre, nous affirmons avec force que le parti n'est pas une fin en soi, que ce n'est qu'un outil pour réaliser des objectifs et nous refusons de confondre engagement politique et carrière professionnelle. Nous sommes convaincus que ce qui a dénaturé la gauche dite gouvernementale, c'est à la fois le souci de préserver en toutes circonstances l'existence du parti et la carrière de ses élus.

Nous ne nous résignons pas à voir notre espérance réduite à un courant désespérément minoritaire parce que sacrifié à la logique du primat du parti. Il y a quelque chose de pathétique à voir des camarades du PS, avec lesquels si peu sur le fond nous sépare, se résigner à attendre le grand soir ou le petit matin où ils deviendront majoritaires et en attendant à se faire les complices malgré eux de politiques contraires à leurs attentes. Mais n'est-ce pas, d'une certaine manière, ce que vous faites vous aussi, me direz-vous ?

Certes, nous espérons que notre contestation radicale du capitalisme soit portée démocratiquement par une majorité. Mais en attendant, nous mettons nos paroles et nos actes en conformité avec cette volonté. Et nous ne pactisons pas avec les tenants d'un système que nous récusons.

Ce qui nous sépare du PS, pour beaucoup d'entre nous, peut être illustré par quelques mots prononcés par François Mitterrand lorsqu'il disait en 1983 qu'il était « partagé entre deux ambitions, celle de la construction de l'Europe et celle de la justice sociale. » (Attali, Verbatim I, Fayard, Paris 1993, p.399). Nous sommes résolus à ne jamais faire passer la justice sociale après une autre ambition. Et, pour ma part, je crois être en cela bien plus près de Jaurès que le PS d'aujourd'hui.

La nature d'un parti, ce ne peut être son potentiel, comme l'affirme Ruscassie. Surtout quand on a vérifié une fois, deux fois, trois fois que ce potentiel ne se réalise pas quand on arrive aux affaires. Il y a quelques années, Serge Halimi a écrit un ouvrage remarquable intitulé « Quand la gauche essayait ». Depuis 1983, cette gauche-là n'essaie plus rien d'autre que d'adoucir les méfaits d'un système auquel le PS, dans sa déclaration de principes, s'est totalement rallié et à l'évolution duquel, d'ailleurs, il a largement participé comme je le rappelais dans ma réaction aux propos de Filoche.

Ruscassie évoque in fine de son texte l'hypothèse d'une grève générale. Mais en aucune façon le PS ne l'appelle de ses vœux. Car, en aucune manière, le projet du PS ne remet en cause le capitalisme, comme c'était le cas de la SFIO de 1905. Nous ne nous trompons pas sur la nature du PS d'aujourd'hui. Même si une minorité de ses militants le déplore, c'est un parti de collaboration des classes. On ne peut « renouer avec 1905 », comme l'espère Ruscassie, en portant un projet politique qui était combattu en 1905. Pour renouer avec 1905, il faut, sans complexe, renouer avec la lutte des classes. Il faut que le PS redevienne socialiste.

Raoul Marc Jennar, 25 février 2009

À QUOI SERT LA NATURE SOCIALE D'UN PARTI ?

Réponse à la réponse de Raoul-Marc Jennar

Selon Raoul-Marc Jennar, la nature d'un parti se définirait par trois critères : par l'identité subjective de ses membres, par son programme ou projet politique, par ses réalisations gouvernementales ou actes qu'il pose.

« Il faut les trois » dit-il.

Pourquoi les trois ? Pourquoi pas deux ou un seul ? D'ailleurs, à quoi ça sert, en pratique, de définir la nature d'un parti ? Définir les partis de la gauche, ça sert à déterminer les partis avec lesquels on veut gouverner. Allant plus loin, nous estimons qu'il s'agit des partis qui devraient fusionner pour représenter le peuple de gauche, la « classe pour soi » parce que ce sont ceux dont l'existence dépend de ce peuple de gauche.

Définir les partis de la droite, ça sert à déterminer les partis que nous devons combattre.

Il faut donc un critère simple : un seul, compréhensible à une échelle de masse et répondant à cette finalité pratique. Au lieu de cela, R.M. Jennar pose trois critères dont deux demandent une analyse sophistiquée.

« Il faut les trois » dit-il. Mais si deux seulement ou un seul sont satisfaits en ce qui concerne un parti, comment doit-on traiter celui-ci ? Lui propose-t-on une alliance ? Ou bien, faut-il le combattre ? Est-ce à dire que si deux le classent à gauche et un à droite, il n'est pas de gauche ? Mais alors est-il de droite ? Pour la droite ne faut-il qu'un critère ? Peut-il n'être ni de gauche ni de droite ? Un parti tout récent peut être composite et promis à éclatement (les Verts de Waechter), mais ce n'est pas le cas du PS !

La nature sociale d'un parti n'est pas son potentiel nous dit R.M. Jennar ! Mais si ses adhérents, ses sympathisants et ses électeurs sont de gauche (si ce parti a un potentiel de gauche), pourquoi s'en priver ? Pour cacher que le peuple de gauche est majoritaire en France ? Pour rater l'occasion qu'offrira une mobilisation sociale ou une grève générale de changer les directions des partis de la gauche pour que le potentiel de leur base se réalise ?

La théorie des trois critères dérive d'une conception sectaire. De même que, en 1919, les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste furent l'instrument d'une division du mouvement ouvrier qui traverse encore la gauche. Raoul-Marc Jennar récuse la caractérisation de « parti programmatique » que j'ai donné du NPA au prétexte que son programme n'est pas très défini. Suffisamment en tout cas pour refuser l'accord avec le « front de gauche » PCF-PG s'il se limite aux élections européennes. Au point même de refuser une place dans sa direction à la minorité qui voulait un tel accord et à laquelle fut opposé le retard à déposer ses candidatures (sic).

Si le NPA n'avait pas de délimitations programmatiques, comment pourrait-il admettre le deuxième critère que pose R.M. Jennar pour définir la nature sociale d'un parti ? Le NPA serait-il un parti seulement « identitaire » comme le PS et, à ses yeux, ni de gauche ni de droite ?

Vouloir scinder en deux le « peuple de gauche » c'est refuser qu'il puisse être représenté par un seul parti réunifiant la dizaine de partis qui se réclament de la gauche. C'est refuser un cadre démocratique commun, pourtant le meilleur moyen de convaincre les adhérents qui suivent encore des dirigeants qui, vraisemblablement, ne croient plus à ce qu'ils disent (P. Lamy ou DSK) ou qui se disent « partagés entre deux ambitions » (F. Mitterrand). Le parti unifié de toute la gauche est pourtant le meilleur moyen de gagner la majorité au sein de la gauche. Refuser ce cadre démocratique commun c'est ne pas avoir confiance dans ses arguments. « Nous espérons que notre contestation

radicale du capitalisme soit portée démocratiquement par une majorité. Mais en attendant... » dit R.M. Jennar. Mais en attendant, minoritaire, il ne veut pas être dans le même parti que les dirigeants majoritaires... Faut-il casser le cadre pluraliste dès lors qu'on y est minoritaires ? Est-ce là le combat pour la démocratie ? Comment les « minoritaires » espèrent-ils devenir majoritaires s'ils se divisent entre eux sur des nuances imperceptibles et, pire, se coupent de la base qu'il faudrait, précisément détacher des dirigeants droitiers ?

Qui affirmerait que cette mesure ne peut pas rassembler une majorité au sein même du PS ? Exigeons aussi le relèvement du Smic au niveau du salaire médian actuel ! Voilà de quoi animer le débat politique au sein du peuple de gauche pour le détacher des candidats bonapartistes toujours décevants.

Soyons tous des Guadeloupéens !

Pierre Ruscassie, 7 mars 2009